

ARRÊTÉ N° AR-2026-101-AT



DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Portant

RESTRICTION DE CIRCULATION

Sur la route départementale D9

Sur le territoire de la commune de VIS-EN-ARTOIS  
hors agglomération

**INSTALLATION DE BLOC BÉTON ET POTEAUX + TRAVERSE POUR PROTECTION DE LA CHAUSSÉE LORS DES TRAVAUX  
SUR LA 225KV GAVRELLE MORCHIES HAPLINCOURT ENTRE LE 18 ET 22 MAI 2026**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu le Règlement Général de Voirie Interdépartemental, adopté par délibération du Conseil départemental du 22 juin 2015, et par arrêté du Président de Conseil départemental du 21 septembre 2015,

Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par des arrêtés subséquents,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 modifiée par des arrêtés subséquents,

Vu l'avis favorable de M./Mme le Maire de Vis-en-Artois en date du 21/05/2026,

**Le Président du Conseil départemental,**

**Considérant** la demande en date du 12/05/2026, par laquelle INEO RESEAUX HAUTE TENSION, en vue d'exécuter des travaux Installation de bloc béton et poteaux + traverse pour protection de la chaussée lors des travaux sur la 225KV GAVRELLE MORCHIES HAPLINCOURT entre le 18 et 22 Mai 2026,

**Considérant** que pour assurer la sécurité des usagers du domaine public routier départemental, de prévenir tout risque d'accidents, et de faciliter la réalisation des travaux, il convient de prendre des mesures réglementaires de circulation sur la D9 au PR 20+714, hors agglomération,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Cette réglementation consistera en :

- Alternat de circulation réglé manuellement,

**Article 2 :** Les panneaux de signalisation réglementaire seront posés par les soins et aux frais de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux, aux extrémités des sections restreintes et fermées conformément aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (arrêté du 24 novembre 1967 modifié), explicitées par la Maison du Département Aménagement et Développement Territorial de l'arrageois.

**Article 3 :** Il appartient à l'entreprise, si les circonstances l'exigent, d'effectuer un nettoyage de la chaussée après la fin des travaux, et d'une manière générale, de laisser la chaussée dans un état compatible à sa réouverture à la circulation publique, dans des conditions normales de conduites et de sécurité. A défaut, le Département exécutera, aux frais et risques de l'entreprise, toutes les opérations nécessaires à la réouverture de la chaussée à la circulation publique en toute sécurité. Dans cette hypothèse, le Département pourrait engager en outre, toutes les procédures contentieuses utiles au règlement de ce différend.

**Article 4 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans les deux mois suivant sa notification ou son affichage et/ou publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Lille, dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux.

Arras,  
Le 27 mai 2026



Signé électroniquement par  
Marc-Andre HAIGNERE  
ORDONNATEUR

**ANNEXE - LOCALISATION**



**DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE**